



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



FORUM VIRTUEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2020

**Engager la société civile dans la reconstruction en mieux de
l'Afrique post COVID-19**

26-27 novembre 2020

RAPPORT GÉNÉRAL



ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

2020

THÈME

Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux de
l'Afrique post COVID-19

[#AfDB_CSOForum2020](https://twitter.com/AfDB_CSOForum2020)

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	IV
REMERCIEMENTS	V
INTRODUCTION	1
SESSION 1 - SÉANCE INAUGURALE	2
ENTRETIEN AVEC	4
SESSION 2 – EXPOSITION VIRTUELLE	7
INITIATIVE « LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE LA COVID-19 » - EXPOSITION VIRTUELLE	7
SESSION 3- SÉANCE D’ORIENTATION SUR L’ENGAGEMENT DE LA BANQUE AFRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE	13
SESSION 4 – SÉANCES ORGANISÉES PAR LES OSC	18
PRIORITÉS ET ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L’APRÈS COVID	19
CÉRÉMONIE DE CLÔTURE	23
FEUILLE DE ROUTE – PLAN D’ACTION 2020-2021	27
ANNEXES	40
• NOTE CONCEPTUELLE ET PROGRAMME	40
• COUVERTURE MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX	45
• PHOTOS	46

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AA	Assemblées annuelles
AHGC2	Division Société civile et innovation sociale
DAI	Unité de diffusion et d'accès à l'information de la Banque africaine de développement
DBDM	Modèle de développement et de prestation de services
ECGF	Département de la gouvernance économique
ESC	Engagement de la société civile
FAD	Fonds africain de développement
FIRM	Département de la mobilisation des ressources et des partenariats
GMT	Graça Machel Trust
IDEV	Unité de l'évaluation indépendante du développement de la Banque africaine de développement
JfYA	Emplois pour les jeunes en Afrique
La Banque	Banque africaine de développement
OSC	Organisations de la société civile
PACJA	Alliance panafricaine pour la justice climatique
WACSI	Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
ZLECAf	Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine

REMERCIEMENTS



Nous tenons à exprimer ici notre vive gratitude aux participants du Forum virtuel de la société civile 2021. En prenant une part active à ce forum, vous avez tous contribué à jeter les bases de la collaboration entre la Banque africaine de développement et la société civile africaine.

Notre gratitude va à l'endroit des représentants des organisations de la société civile qui ont partagé leurs points de vue et exprimé leurs opinions sur la façon dont nous pouvons mieux collaborer à la réalisation de notre objectif commun, à savoir l'amélioration de la qualité de vie des populations africaines.

Nous sommes particulièrement reconnaissants au Président de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi Adesina, pour son leadership et son soutien, qui ont permis un engagement plus ferme avec la société civile. Le Président appelle de ses vœux des actions précises aux résultats mesurables dans l'engagement de la Banque avec la société civile, et compte voir au prochain Forum, « des organisations de la société civile échangeant sur la plateforme sur la façon dont elles ont collaboré avec la Banque pour obtenir des résultats concrets ».

Nos remerciements vont également aux Vice-présidents, Directeurs, Chefs de division, membres du personnel et consultants qui ont pris part à la préparation, l'organisation et la tenue de cet événement.

Nous exprimons également notre profonde gratitude à Madame Graça Machel et Monsieur Youssou N'Dour pour leur présence à la cérémonie d'ouverture et leur contribution aux échanges fructueux.

Comme c'est le cas chaque année, le Forum était aligné sur le thème des Assemblées annuelles de la Banque, sous la formulation suivante : « Engager la société civile dans la reconstruction en mieux de l'Afrique post COVID-19 ».

Les participants ont réfléchi à la meilleure façon pour les organisations de la société civile, le personnel de la Banque et d'autres parties prenantes, de contribuer à une réponse plus efficace et percutante et à la reprise après la pandémie.

Au nom de toute l'équipe, nous voudrions exprimer notre profonde gratitude à vous TOUS pour votre formidable soutien à cette édition du Forum de la société civile.

Vos contributions et votre engagement à cet événement marquant ont permis de mettre en place une plateforme d'échange fort utile, mais également d'amplifier la voix de la société civile sur l'ensemble du continent et bien au-delà.

Les échanges fructueux auxquels ils donneront lieu vont être traduits en actions concrètes, et nous comptons bien poursuivre notre collaboration au renforcement de notre engagement avec les organisations de la société civile à travers le continent pour un impact de développement centré sur l'être humain.

Cordialement.

INTRODUCTION

Chaque année, et ce depuis 2009, la Banque organise le Forum de la société civile qui réunit plus de 300 organisations de la société civile à travers le continent. Le forum sert de plateforme pour promouvoir le dialogue structuré entre la Banque et les organisations de la société civile. Il permet à diverses parties prenantes de faire connaître les priorités des citoyens et d'examiner le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de la Stratégie des High 5 de la Banque.

En raison de la pandémie de COVID-19, et pour la toute première fois, le Forum de la société civile 2020 s'est tenu en mode virtuel du 26 au 27 novembre, aligné sur le thème des Assemblées annuelles de 2020, à savoir « Engager la société civile dans la reconstruction de l'Afrique post COVID-19 ». Malgré ces difficultés sans précédent, le Forum a réuni 814 participants et 33 000 adeptes sur Facebook (207 530 personnes touchées et 8 333 contributeurs), plaçant ainsi le Forum de la société civile en tête de liste des événements de haut niveau organisés par la Banque cette année.

Cet événement de deux jours avait pour objectif de créer une plateforme de promotion du dialogue structuré entre la Banque et la société civile sur l'appui à apporter à la mise en œuvre après la pandémie du programme de la Banque, de présenter et documenter les actions et meilleures pratiques des organisations de la société civile (OSC) en matière de lutte contre la pandémie, d'organiser le ralliement autour des domaines d'intérêt communs tels que le plaidoyer conjoint et la mobilisation sociale en appui aux objectifs stratégiques de la Banque, et de convenir de mesures concrètes sur la meilleure façon pour la Banque et la société civile de contribuer à une réponse plus performante et plus efficace et au redressement après la pandémie.

La présente édition a été précédée par la première réunion statutaire virtuelle du nouveau Comité BAD-Société civile, tenue le 24 novembre en marge du Forum pour installer officiellement les nouveaux membres du Comité pour le mandat 2021-2022.

Il ne fait aucun doute que les observations du Président Akinwunmi Adesina et sa ferme volonté de redynamiser l'approche de la Banque concernant son engagement avec la société civile, pour la faire passer « de société civile axée sur les processus à une société civile axée sur les résultats, faisant campagne et pression pour une approche centrée sur les populations » vont préparer le terrain pour l'élaboration des intervention d'urgence de l'année prochaine, à la faveur de la mise en œuvre des engagements du Forum.

Le rapport se présente comme suit :

Session 1- Séance inaugurale

Session 2- Exposition virtuelle

Session 3- Séance d'orientation

Session 4- Séances organisées par les OSC

Cérémonie de clôture

SESSION 1 - SÉANCE INAUGURALE

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

**26-27 NOVEMBRE 2020
SÉANCE INAUGURALE**

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19



Dr Akinwumi Adesina
Président de la Banque
africaine de développement



Mme Graça Machel
Présidente du Conseil
d'administration du Graça Machel
Trust (GMT)



M. Youssou N'Dour
Chanteur, écrivain, homme d'affaires, ancien ministre de
la Culture du Sénégal, responsable de l'initiative du Ré-
seau mondial de l'Afrique (WAN) contre la COVID-19



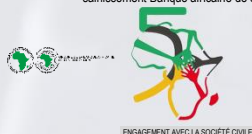
Mme Wambui Gichuri
Vp par intérim, Agriculture, développement humain et social Di-
rectrice du Département du développement de l'eau et de l'as-
sainissement Banque africaine de développement



Mme Vanessa Mungar
Directrice du Département genre,
femmes et société civile
Banque africaine de développement



Mme Nafissatou Diouf
MODÉRATEUR
Directrice par intérim, Département de la communication
et des relations extérieures



@AfDB_Group

#AfDB_CSOForum2020

L'allocation de bienvenue a été prononcée par Vanessa Mungar, Directrice du Département genre, femmes et société civile à la Banque africaine de développement. Pour elle, « Plus rien ne sera comme avant. Il convient d'adopter des approches innovantes en faveur de l'engagement et des partenariats pour toucher les couches les plus vulnérables de nos populations. La leçon la plus importante à tirer de cette pandémie est que nous évoluons dans un monde interconnecté, si bien que la stabilité du monde dépend de la résilience au niveau local ».

Dans son intervention, Wambui Gichuri, Vice-présidente par intérim en charge du Département agriculture, développement humain et social à la Banque africaine de développement, a insisté sur la nécessité pour la Banque de promouvoir les investissements stratégiques dans la réalisation d'infrastructures sanitaires résilientes et l'amélioration de l'accès aux systèmes de soins de santé à travers le continent, mais également sur le rôle des organisations de la société civile dans l'appui aux gouvernements et à la mobilisation des ressources pour aider les populations.

L'édition de cette année a été auréolée par la présence de deux champions de la société civile et orateurs principaux de haut niveau dont la participation et les interventions fort appréciables n'étaient pas seulement édifiantes mais ont aussi grandement contribué aux discussions.

L'honorable Graça Machel (Présidente du Conseil d'administration de Graça Machel Trust, qui a récemment rejoint le Comité BAD-Société civile) s'est exprimée énergiquement sur la nécessité de mettre à la disposition du secteur de la société civile des financements accrus, étant donné qu'il répond aux défis que la COVID-19 a révélés. Il faut exploiter l'incroyable potentiel de la société civile pour accélérer le rythme du changement social à grande échelle. Elle a également souligné la nécessité de continuer à mettre l'accent sur les femmes et les filles en tant que moteurs du changement afin d'accélérer la transformation de l'Afrique.

L'intervention du Président Adesina, qui tenait lieu d'allocution officielle d'ouverture du Forum, a souligné l'importance du rôle des organisations de la société civile dans le suivi des interventions publiques pour s'assurer qu'elles atteignent effectivement les populations pauvres et vulnérables, qui sont les plus affectées. Le Président a aussi fait observer à quel point la transparence et la responsabilisation sont des conditions indispensables que doivent remplir les pays pour bénéficier de l'appui de la Banque.

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

**26-27 NOVEMBRE 2020
ENTRETIEN DE HAUT NIVEAU**

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19



Dr Akinwumi Adesina
Président de la Banque
africaine de développement



M. Youssou N'Dour
Chanteur, écrivain, homme d'affaires, ancien ministre de
la Culture du Sénégal, responsable de l'initiative du Ré-
seau mondial de l'Afrique (WAN) contre la COVID-19



Mme Graça Machel
Présidente du Conseil
d'administration du Graça Machel
Trust (GMT)



@AfDB_Group

#AfDB_CSOforum2020

La cérémonie d'ouverture a été immédiatement suivie d'un entretien engagé par le Président Adesina avec Graça Machel et Youssou N'Dour. Pour le musicien, ancien ministre de la Culture et du Tourisme du Sénégal, « les artistes, compte tenu de leur rôle majeur de communicateurs, devraient se trouver en première ligne de ceux qui œuvrent au développement de l'Afrique ». Le Président Adesina a proposé que Youssou N'Dour coordonne la production de l'hymne des High 5 pour piloter et traduire dans la réalité la vision et la stratégie des High 5 de la Banque.

Cet entretien de haut niveau a mis en évidence, entre autres priorités, la réponse du Groupe de la Banque africaine de développement à la pandémie de Covid-19, l'engagement des artistes et des personnalités influentes / dirigeants africains dans le programme de reconstruction de l'après COVID-19.

M. Youssou N'Dour a partagé son expérience ainsi que son importante contribution à la réponse à la crise de COVID-19 sur le continent et les projets induits par la perspective culturelle dans la renaissance du continent.

Le Président de la Banque a rappelé les réponses apportées par le Groupe de la Banque africaine de développement pour réduire les graves effets économiques et sociaux de cette pandémie sur ses pays membres régionaux (PMR). Il a souligné l'importance de l'engagement des dirigeants africains dans les efforts visant à « aider l'Afrique à se reconstruire avec ardeur et intelligence, en prêtant une plus grande attention à la qualité de la croissance ».

L'entretien de haut niveau a en outre identifié les défis du relèvement de l'Afrique après la pandémie de COVID-19, en ce qui concerne notamment l'engagement communautaire, et déterminé d'autres domaines de collaboration entre la société civile et la Banque en vue de réaliser le programme de reconstruction.

L'association des artistes aux efforts de la Banque visant à promouvoir la croissance inclusive en Afrique et à étendre l'impact des activités de développement va avoir un effet catalytique important. Cela revient à allier le pouvoir de mobilisation de la Banque à l'influence des artistes, qui peuvent sensibiliser l'opinion publique dans une large mesure et engager les communautés dans le programme de développement de l'Afrique. La valeur ajoutée des personnalités africaines de renommée nationale et internationale va permettre à la Banque d'adapter les messages pertinents et correspondants aux citoyens du plus jeune continent du monde et faire renaître l'espoir d'une Afrique meilleure. Leurs voix peuvent éclairer sensiblement l'opinion publique et aider à se rapprocher des populations pour mieux les sensibiliser aux principaux défis de développement et aux solutions apportées par les institutions telles que la Banque.

Des questions importantes ont été examinées au cours de cet échange : Comment opérer un meilleur engagement de la société civile et des personnalités influentes en vue de renforcer la prise de conscience, de sensibiliser et éduquer les citoyens africains et la société civile en général aux efforts que déploie la Banque actuellement pour développer les économies africaines ? Comment s'appuyer sur ce réseau pour lutter contre les fausses informations et partager les enseignements tirés des interventions de la Banque aux niveaux local et national en vue d'accélérer le développement de l'Afrique ? Comment impliquer les artistes dans la communication et le plaidoyer en faveur de l'engagement communautaire dans tous les High 5 de la Banque : énergie, agriculture, industrie, intégration régionale et qualité de la vie.

Cet entretien a confirmé que la croissance inclusive requiert une dimension humaine – au-delà des statistiques – l'appropriation et l'accès aux services sociaux de base. Grâce à leur réputation, notoriété et engagement communautaire, les Champions africains aideront à relever ce défi sur le continent. Cette approche du développement communautaire n'est pas seulement une nécessité mais également un important changement de paradigme dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Plus qu'une mobilisation sociale, elle va comporter une solide composante activités de plaidoyer pour supprimer les goulots d'étranglement et ouvrir des opportunités aux femmes, aux hommes, aux jeunes, aux populations difficiles à atteindre, aux citoyens africains.

Youssou N'Dour a même indiqué que la culture est si importante que la Banque devrait envisager d'en faire la sixième grande priorité (High 6) de sa stratégie.

Les paroles fortes de Graça Machel ont fait écho au rôle et à la résilience des organisations de la société civile. « Elles ont intensifié leurs actions pendant la pandémie, souvent avec des ressources limitées et dans des conditions très précaires, pour sauver des vies et redonner leur dignité aux communautés au beau milieu de cette pandémie ». Pour elle, nous ne devons pas oublier que « des ressources pour les organisations qui travaillent avec les femmes, les enfants et les personnes handicapées ainsi que pour les personnes qui sont actives dans les zones rurales sont absolument indispensables ». Elle a en outre indiqué que nous devons tous être parfaitement conscients du fait qu'aider les femmes en particulier rapportera aux économies africaines de grands dividendes à long terme.

En droite ligne de son allocution d'ouverture, le Président Adesina a mis l'accent sur le fait que l'enjeu n'est pas tant le montant des fonds engagés par la Banque et autres financiers que le public concerné, tout en précisant que ce qui importe au plus haut point c'est de reconstruire avec plus d'audace, en mieux et avec une plus grande résilience économique, sociale et climatique.

Avec ces deux champions à bord et leurs organisations respectives, le partenariat stratégique de la Banque avec la société civile va être renforcé pour un plus grand impact sur le terrain.

SESSION 2 – EXPOSITION VIRTUELLE

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

26-27 NOVEMBRE 2020
EXPOSITION VIRTUELLE
ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19



Mme Zéneb Touré
Chef de division, Société civile
et innovation sociale



M. Mba Limbingo Ngakeu
Coordonnateur, Comité pour le
développement intégré des com-
munautés de base



Dr Moumini Niaone
Directeur exécutif Pull for
Progress Burkina Faso



Mme Carol Gwatinga
Chargée de communication,
Women and Law South Africa



M. George Wasonga
Directeur general Civil Society
Urban Development Platform



M. Samson Wambuzi
Directeur des Opérations et Cofon-
dateur Yiya Engineering Solutions



Mme Lumono Chongo
Directrice des programmes
Amos Youth Center



M. Alphonso Van Marsh
MODÉRATEUR
Chargé principal - contenu
numérique et événements



@AfDB_Group

#AfDB_CSOforum2020

Initiative « La société civile contre la COVID-19 » - Exposition virtuelle

En juin 2020, la société civile et la Division société civile et engagement communautaire de la Banque ont lancé l'initiative « La société civile africaine contre la COVID-19 ». L'initiative a pour objectif de répertorier et documenter les solutions et initiatives existantes lancées par les organisations de la société civile pendant la crise sanitaire qui ont aidé ou aident les communautés les plus vulnérables à endurer la pandémie et à atténuer ses effets sur l'économie et la vie sociale.

Après avoir réceptionné plus de 400 projets des organisations de la société civile à travers le continent, il a été procédé à un inventaire pour mettre en évidence, promouvoir et soutenir les initiatives et solutions les plus pertinentes.

Sur les centaines de projets reçus, la Banque a retenu 6 initiatives menées par les OSC – sur la base d’un certain nombre de critères, notamment le caractère innovant et la facilité de déploiement – à présenter pendant le Forum virtuel de la société civile dans des catégories précises :

- ❖ **Communication et information / Jeunes**
- ❖ **Éducation**
- ❖ **Genre**
- ❖ **Santé**
- ❖ **Technologies de l’information**
- ❖ **Sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Six vidéos brèves réalisées par ces organisations ont été diffusées lors d’une session du Forum qui s’est tenue dans l’après-midi du 26 novembre, à la suite d’une présentation faite par le représentant de chaque organisation. Cette exposition virtuelle a donné lieu à des échanges fructueux entre les OSC sélectionnées et le public, et a fait ressortir la capacité de réaction des organisations de la société civile durant la pandémie : « Nous étions très enthousiastes à l’idée de présenter ce travail novateur effectué par Yiya AirScience au Nord de l’Ouganda et de mettre en exergue l’impact que nous réalisons sur les jeunes des zones rurales », a déclaré Samson Wambuzi, Directeur des opérations et Cofondateur de Yiya Engineering Solutions.

Un aperçu de chaque projet présenté est donné ci-après ainsi que les liens vers les vidéos qui illustrent les projets.

Communication et information / Jeunes

<https://vimeo.com/497903165>

Mme Lumono Chongo

Directrice des programmes, *Amos Youth Centre (AYC), Zambie*

Le Amos Youth Centre (AYC) a créé le Fonds d’aide d’urgence aux familles victimes de la COVID-19 (COVID-19 Emergency Relief Family Fund), en réponse à la pandémie qui a touché la ville de Kafue en Zambie au milieu du mois de mars.

Le projet cible plus de 400 jeunes : jeunes apprenants (âgés de 5 à 10 ans), élèves du secondaire ainsi que les diplômés du secondaire et les étudiants. Ces jeunes personnes viennent de divers milieux, comme la communauté des orphelins, des enfants et des jeunes vulnérables, des jeunes déscolarisés, des jeunes scolarisés qui n’ont pas accès à une éducation de qualité, les femmes et les filles (âgées de 5 à 25 ans), les enfants et les jeunes à besoins particuliers ou spécifiques, les enfants et les jeunes affectés par le VIH/sida ou souffrant du VIH/sida.

L’objectif du projet est de créer un système de travailleurs communautaires passant des appels téléphoniques réguliers à des membres de la communauté aux fins suivantes :

- Diffuser régulièrement en langues locales des informations compréhensibles sur la santé et la sécurité propres à prévenir et limiter la propagation de la pandémie de COVID-19
- Suivre l'état de santé des bénéficiaires et de leurs familles.
- Suivre l'évolution de la situation des cas de violences basées sur le genre.
- Mettre à disposition les données en temps réel via une plateforme technologique pour soutenir les réponses communautaires (AYC travaille actuellement avec un développeur web sur la conception d'une plateforme personnalisée).

En ce moment, AYC surveille l'état de santé de 200 familles par des appels téléphoniques.

Éducation

<https://vimeo.com/497922389>

M. Samson Wambuzi

Directeur des Opérations et Cofondateur, *Yiya Engineering Solutions*, Ouganda

Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF, l'Ouganda compte 12 millions de jeunes âgés de 10 à 19 ans, dont 24,6 % seulement sont inscrits au secondaire. Pour résoudre ce problème, l'équipe de Yiya Engineering Solutions a conçu une école hors ligne à distance accessible à partir d'un téléphone avec clavier ou d'une radio.

Des programmes d'éducation par appel automatisé et textos sont expédiés. La combinaison audio-texte permet au modèle d'inclure les apprenants qui ont un faible niveau d'instruction (le taux d'alphabétisation chez les adultes en Ouganda était de 76,5 % en 2018).

L'équipe assure le suivi à l'aide de cours en temps réel dispensés à distance via un service de radiodiffusion quotidien. Au cours des enseignements radiodiffusés, le maître pose des questions et donne des devoirs. L'apprenant répond aux questions en temps réel au moyen de codes du service supplémentaire pour données non structurées (USSD), un protocole de communication utilisé par les réseaux téléphoniques mobiles GSM pour communiquer avec les ordinateurs de l'opérateur de réseau mobile. Les apprenants soumettent également des devoirs et remplissent des questionnaires au moyen des codes USSD. Les réponses alimentent une base de données en ligne, permettant de suivre la participation des utilisateurs. Cette base de données renvoie un SMS aux utilisateurs sur le nombre de réponses justes. Les programmes d'éducation sont enregistrés en deux langues locales pour la phase pilote.

L'équipe vise une cible de 25 % de jeunes ougandais à la fin de la première année, pour démontrer que leur modèle peut atteindre au moins autant de jeunes que le système éducatif actuel.

Genre

<https://vimeo.com/498312714>

Mme Carol Gwatiringa, Chargée de communication, *Women and Law in Southern Africa (Les Femmes et la Loi en Afrique australe, WLSA)*, organisation présente dans 7 pays.

Le projet sera mis en œuvre dans 7 pays où intervient l'organisation WLSA (Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zimbabwe et Zambie). Un élément fondamental de l'initiative proposée est le principe qui sous-tend l'Agenda 2030, à savoir « Ne laisser personne de côté ». Cela revient à atteindre les femmes et les filles les plus marginalisées, y compris les handicapées et les personnes âgées, celles issues de minorités ethniques ou de groupes autochtones, celles vivant dans la pauvreté ou avec le VIH/sida, les femmes et les filles des zones rurales, les femmes en détention et celles qui ont été victimes de violences ou de pratiques préjudiciables.

Le projet vise les objectifs suivants :

- veiller à ce que les données sur le genre soient disponibles, analysées et exploitables;
- fournir des services complets de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), notamment les séances de formation sur l'égalité entre les femmes et les hommes et sur la violence à l'égard des femmes ;
- assurer l'engagement communautaire avec les femmes et les filles et en leur faveur pour faire entendre leur voix afin de mieux comprendre l'impact de l'épidémie et d'être en mesure de satisfaire les besoins des populations affectées avec l'efficacité voulue ;
- atténuer l'impact de l'épidémie et aider les familles à se remettre de la crise et améliorer leur résilience aux chocs futurs, au moyen de transferts monétaires par exemple.

Santé

<https://vimeo.com/497919715>

Dr Moumini Niaone, Directeur exécutif, *Pull for Progress*, Burkina Faso

Le Burkina Faso a connu une crise sécuritaire grave ces 4 dernières années. Des milliers de personnes en ont été affectées, avec plus de 800 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et des centaines de morts dans des attaques terroristes. Par ailleurs, l'insécurité touche presque deux millions de personnes. En outre, le Burkina Faso a enregistré le 9 mars 2020 son premier cas de COVID-19. La pandémie a frappé tous les secteurs d'activité et, comme toujours, ce sont les personnes les plus vulnérables qui ont été les plus durement touchées.

Les populations des quartiers périphériques des villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, des villages des communes de Boussouma et Bondigui constituent la première cible du projet, avec un accent particulier sur les associations de femmes.

Plus particulièrement, le projet vise les objectifs suivants :

- recrutement de médecins : près de 10 médecins ont formé des volontaires via ZOOM et WhatsApp, mais également à travers des rencontres physiques en petits groupes ;
- recrutement et formation de 2 000 jeunes volontaires : une campagne de recrutement de volontaires a été lancée sur les réseaux sociaux et à travers une station de radio locale ;
- appui à l'équipe officielle de riposte contre la pandémie : l'équipe est parvenue à recruter 200 étudiants pour la fourniture de services de centre d'appels opérationnel 24 heures sur 24, 40 infirmières en appui à l'équipe d'intervention rapide et près de 20 médecins pour prêter assistance à l'équipe chargée des hôpitaux de référence ;
- amélioration du niveau de sensibilisation des communautés rurales ;
- renforcement des capacités des groupements existants : la formation des associations féminines à la fabrication des solutions hydroalcooliques et au savon en gel a été assurée ;
- lutte contre les fausses informations disséminées sur les réseaux sociaux et dans l'opinion publique : l'équipe a joué le rôle de modérateur dans un grand nombre de débats aussi bien dans les médias que sur les réseaux sociaux avec des volontaires pour combattre la désinformation ;
- distribution d'équipements de protection.

Technologies de l'information

<https://vimeo.com/497906969>

M. George Wasonga, Directeur général, *Civil Society Urban Development Platform*, Kenya

L'objectif du projet est de renforcer l'approche de la réponse aux impacts primaires et secondaires de la pandémie de COVID-19 dans 7 établissements spontanés du comté de Kisumu.

Le projet vise principalement les habitants des établissements spontanés du comté de Kisumu. D'après des études récentes (2019) sur l'élaboration des Plans de développement des zones locales (Local Area Development Plans, LADP) de Kisumu, les 7 établissements informels ont été identifiés comme étant Bandani, Manyatta A et B, Kaloleni/Shaurimoyo, Nyawitta, Obunga et Nyalenda, qui totalisent une population de 94 000 habitants.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

- création d'un cadre institutionnel formel du comté de Kisumu pour la coordination multi organismes des actions de riposte à la COVID-19 dans les établissements informels ;
- cartographie et conception d'un interface numérique pour une évaluation en temps

réel des efforts de riposte à la pandémie de COVID-19 dans les 7 établissements informels de Kisumu ;

- promotion d'innovations durables pour la remise en état et la reprise pour la période présente et post-COVID-19 ;
- appui à la sensibilisation et au suivi en matière de changements de comportement dans la communauté.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

<https://vimeo.com/497923510>

M. Mba Limbingo Ngakeu

Coordonnateur, *Comité pour le développement intégré des communautés de base (CODICOM)*, République centrafricaine

La République centrafricaine est caractérisée par les conflits armés. Toute la population a été durement touchée par le dysfonctionnement des services essentiels et l'accès limité aux opportunités économiques. L'aide humanitaire est devenue l'un des moyens sûrs de pallier les insuffisances des pouvoirs publics et d'alléger les souffrances des populations.

À cette situation humanitaire difficile est venue s'ajouter la pandémie de COVID-19, dont le premier cas a été confirmé à Bangui le 14 mars 2020 et qui s'est propagée de manière exponentielle à travers le pays.

Ce projet a été mis en œuvre sur 3 sites de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) du fait des conflits armés, accueillant chacun plus de 3 000 personnes vivant dans une précarité indescriptible. Il s'agit des sites de déplacement (PDIP) de Bambari, Alindao et Pombolo. Ils ne sont pas dotés de services sociaux de base comme les points d'eau potable, les latrines, les poubelles équipées, et les personnes déplacées vivent souvent en situation de surpeuplement. Le taux d'humidité élevé à l'intérieur de leurs huttes peut être la cause d'autres pathologies virales bien plus pernicieuses. L'objectif visé par le projet est de rehausser le niveau d'information en communiquant les informations essentielles sur la pandémie par le biais des chefs de famille et des radios communautaires et de distribuer des kits sanitaires.

SESSION 3- SÉANCE D'ORIENTATION SUR L'ENGAGEMENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

26-27 NOVEMBRE 2020
SÉANCE D'ORIENTATION

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

**THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19**



Mme Florence Freda-Dennis
Chef de division
Division Intégrité et prévention



M. Frédéric Bambara
Chargé de communication supérieur
Unité de vérification de la conformité et
de médiation



M. Luther Yaméogo
Chargé principal du plaidoyer
Division société civile et engagement communautaire



Mme Najade Lindsay
MODÉRATEUR
Consultante en sensibilisation et communication
Division société civile et engagement communautaire



@AfDB_Group

#AfDB_CSOforum2020

Cette séance a été l'occasion pour les Départements de la Banque de faire le point de la situation de l'engagement de la Banque avec la société civile et d'interagir avec les organisations de la société civile sur les initiatives en cours en vue de renforcer le partenariat.

Elle a permis de constituer un réseau entre les experts des OSC et les principaux départements sectoriels de la BAD et d'établir des bases solides pour la création de synergies. Il s'agissait principalement de déterminer comment la Banque collabore avec les organisations de la société civile et comment impliquer directement celles-ci dans les questions thématiques clés liées au travail de la Banque, telles que l'intégrité et la lutte contre la corruption, le traitement des griefs et la responsabilisation.

Florence Freda-Dennis a défini le rôle du Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption, tout en insistant sur la nécessité pour la Banque de renforcer son engagement avec la société civile concernant les efforts déployés pour lutter contre la corruption dans le cadre des projets.

Ainsi que le Président Adesina l'a indiqué au cours de la cérémonie d'ouverture, la Banque est une institution transparente ; elle a été classée l'année dernière quatrième organisation la plus transparente au monde. La Banque applique une tolérance zéro à l'égard de la corruption et est heureuse de voir la société civile collaborer avec son Département indépendant de lutte contre la corruption.

La garantie de la transparence est essentielle dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et cette priorité doit être au centre des préoccupations : la protection d'une gouvernance ouverte, inclusive et responsable, assortie de mécanismes de reddition de comptes. Cette pandémie pourrait être perçue par certains comme l'occasion de tirer profit de la situation d'urgence pour commettre un abus de pouvoir à des fins personnelles. Dans cette circonstance exceptionnelle, il convient de ne pas éluder la question de la corruption. Il importe de continuer à associer les OSC au suivi des réalisations en matière de santé et des systèmes de passation de marchés publics, la surveillance des dépenses budgétaires, de la responsabilité financière et sociale, de la prévention de la corruption et à assurer le retour d'informations sur les utilisateurs. Étant donné que la pandémie touche les femmes et les hommes différemment, il convient d'utiliser et de passer au peigne fin un prisme du genre. Les OSC exigent la transparence et demandent que les informations sur la pandémie de la COVID-19 ne soient pas occultées. Les OSC, y compris les journalistes d'investigation, font appel aux gouvernements pour présenter au public en temps opportun les rapports de toutes les ressources mobilisées et allouées à la lutte contre la COVID-19 en vue de renforcer la transparence et la responsabilité.

Placer la responsabilisation au centre de la riposte à la pandémie va aider à préparer le terrain pour faire renaître la confiance entre les pouvoirs publics et les populations et permettre de s'engager dans un processus de reconstruction inclusive où le rôle de la société civile est entériné. Florence Freda-Dennis est arrivée à la conclusion que la protection d'une gouvernance ouverte, inclusive et responsable, assortie de mécanismes de reddition de comptes mais également bénéficiant de la participation active de la société civile est la volonté de la Banque et va demeurer un principe actif dans la Division société civile et engagement communautaire.

Frédéric Bambara a présenté le Mécanisme indépendant d'inspection (MII) comme étant l'un des principaux mécanismes de responsabilité du Groupe de la Banque africaine de développement. Il a été créé en 2004 par une résolution des Conseils d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement. La Résolution portant création du MII a été amendée par les Conseils en 2010 et 2015 respectivement durant la première et la deuxième revue de la performance du MII. L'Unité de vérification de la conformité et de médiation (BCRM) est l'unité organisationnelle et le point focal qui administre le Mécanisme indépendant d'inspection.

Le MII a été créé par la Banque en qualité de mécanisme de recours pour les personnes qui sont lésées ou sont susceptibles d'être lésées par les projets financés par la Banque. En conséquence, il a pour mission de traiter les plaintes enregistrées introduites par les personnes affectées par les projets (PAP) et de veiller à ce que le Groupe de la Banque africaine de développement se conforme aux politiques et procédures pertinentes en vigueur liées aux projets.

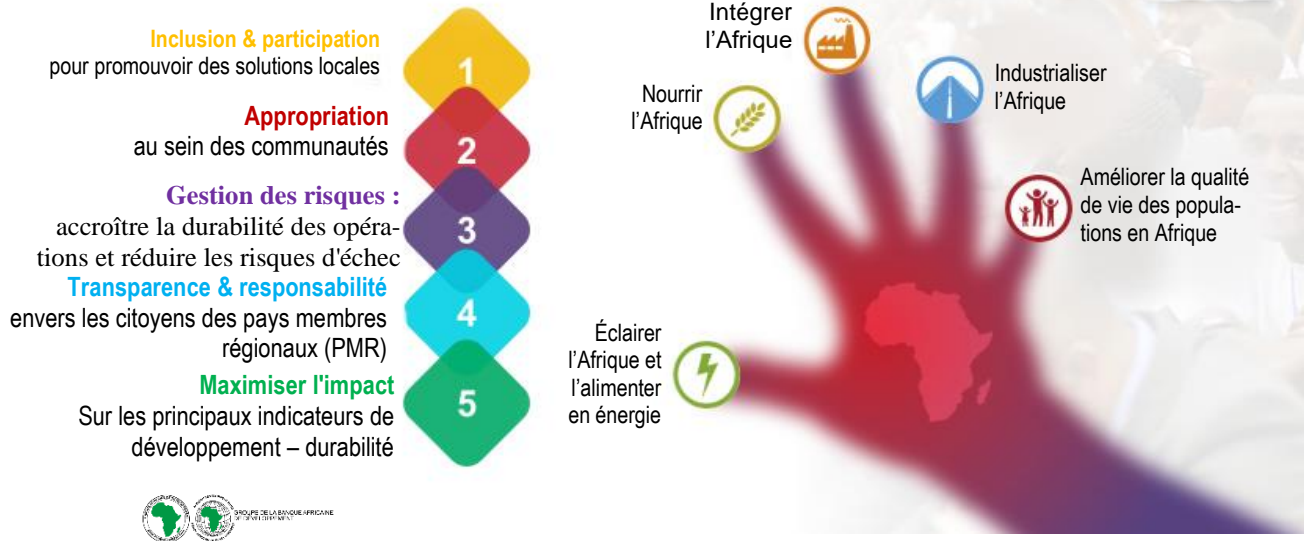
Luther Yaméogo a aussi souligné que la Banque africaine de développement a la ferme conviction que les objectifs ambitieux de développement fixés pour l’Afrique ne peuvent être atteints qu’à travers l’implication active, la consultation régulière et la participation accrue de la société civile. D’importantes étapes ont été franchies dans l’engagement avec la société en tant qu’acteur et partenaire de premier plan dans l’obtention de résultats dans les 5 grands domaines prioritaires de la Banque (High 5), avec les domaines prioritaires définis dans notre Cadre d’engagement avec les organisations de la société civile.

Les données disponibles confirment que la collaboration avec la société civile dans les projets de développement peut contribuer à produire des résultats de développement inclusifs, améliorés et beaucoup plus durables. Les organisations de la société civile jouent un rôle multiforme. Elles constituent une importante source d’information pour les citoyens et les gouvernants. Elles contrôlent les politiques et l’action des pouvoirs publics et demandent des comptes à leurs gouvernements. Elles mènent des activités de plaidoyer et offrent des politiques alternatives aux autorités politiques, au secteur privé et à d’autres institutions. Elles assurent la prestation de services aux populations pauvres et mal desservies en particulier. Les OSC ont les connaissances de la population locale requises ainsi que la responsabilité d’identifier les groupes vulnérables et de définir l’ordre de priorité de leurs besoins sociaux afin d’aider à concevoir des programmes d’aide efficaces. Les OSC sont également considérées comme des moyens d’optimisation de l’utilisation efficace des ressources financières internationales, étant donné qu’elles ont accès à la base de la pyramide où se trouvent la grande majorité des populations africaines.

Depuis la création du Département de l’engagement avec la société civile en 2017, d’importantes étapes ont été franchies dans l’engagement de la Banque avec la société civile. La Division coordonne, contrôle et rend compte de l’engagement de la Banque avec la société civile à l’échelle de l’Institution pour s’assurer que l’engagement avec la société civile (ESC) fait partie intégrante des procédures et politiques de la Banque. Luther Yaméogo a indiqué à quel point l’engagement de la Banque avec la société civile est essentiel pour ses High 5 et pour sa nouvelle approche relative à l’intégration de l’engagement avec la société civile.

Graphique 1

Engagement de la Banque avec la société civile: Au cœur des High 5



Graphique 2

Engagement de la Banque avec la société civile: Une nouvelle approche relative à l'intégration de l'engagement avec la société civile (ESC)



L'engagement avec la société civile (ESC) a un rôle important à jouer dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets financés par la Banque. L'engagement avec la société civile depuis le démarrage/lancement des projets peut aider à atténuer/limiter les risques de plaintes adressées à la Banque, en veillant à ce que des renseignements opportuns et complets soient fournis à la société civile sur les projets et que les opinions, attentes et préoccupations des communautés bénéficiaires soient prises en compte, de la conception à la finalisation du projet. La participation des communautés/OSC/bénéficiaires à tout le cycle du projet est donc essentielle.

À cette séance d'orientation, les participants ont eu l'occasion de s'informer sur la manière dont la Banque tire parti de l'engagement avec les organisations de la société civile pour promouvoir l'inclusion et accroître son impact.

Les participants se sont félicités des efforts déployés par la Banque pour améliorer la responsabilité et la transparence en ce qui concerne les OSC. La Banque a procédé à une présentation globale et exhaustive des efforts qu'elle consent pour réaliser un impact sur les populations bénéficiaires :

- La Banque a été appelée à renforcer sa présence au niveau des communautés locales et à leur fournir les informations et les opportunités dont elles ont besoin pour s'impliquer dans les activités de l'institution ;
- Les participants ont encouragé la Banque à renforcer sa présence dans un certain nombre de secteurs, notamment l'éducation et la santé, où les communautés peuvent mesurer l'impact réel. En se focalisant sur les mégaprojets d'infrastructure tels que la création d'autoroutes, elle donne à certains membres de la société civile l'impression qu'il n'existe pas d'impact mesurable sur les communautés.

À la fin de la séance, les représentants de la société civile ont témoigné avoir reçu les informations nécessaires à l'exercice de leur droit de regard sur les décisions stratégiques de la Banque. Les intervenants et les participants se sont également accordés sur le fait qu'il y a beaucoup à gagner à réaliser des synergies entre les missions de la Banque et les axes d'intervention des OSC. Cela souligne la nécessité d'établir des partenariats stratégiques durables en vue de la réalisation des High 5.

La Banque encourage les OSC à se rapprocher des bureaux pays avec l'aide du Siège afin de maintenir une collaboration constante et constructive. L'implication des communautés locales est essentielle à la préparation des programmes. La participation des OSC est impérative pour représenter les populations et mieux exprimer les besoins de la communauté. La Banque encourage les OSC à s'organiser, à renforcer leurs capacités avec l'appui de la Banque et à jouer un rôle de tiers pour les interventions passant par les OSC afin de servir de relais sur le terrain, en particulier dans les zones présentant des risques sécuritaires. Le renouvellement du Comité BAD-Société civile va jouer un rôle prépondérant à ce sujet.

SESSION 4 – SÉANCES ORGANISÉES PAR LES OSC

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

26-27 NOVEMBRE 2020
SÉANCES ORGANISÉES PAR LES OSC

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19



Gilles Yabi
Président
Wathi Think Tank



Elias Jika
Coordonnateur du programme Afrique
International Accountability Project



Augustine Njamshi
Vice-président chargé des Affaires politiques
Alliance panafricaine pour la justice clima-
tique/Coalition africaine pour l'énergie durable
et l'accès à l'énergie (PACJA/ACSEA)



Morris Odhiambo
Modérateur
Président EACSOFF Kenya
Forum des organisations de la
société civile de l'Afrique de l'Est
(EACSOFF)

LES SYSTÈMES DE SANTÉ AU
CŒUR DE LA RECONSTRUC-
TION DE L'AFRIQUE POST
COVID 19

ORGANISÉ PAR
WATHI THINK TANK

SUIVI DU FINANCEMENT DE LA
LUTTE CONTRE LA COVID-19
ET DE L'ACCÈS À L'INFORMA-
TION DES COMMUNAUTÉS
AFFECTÉES

ORGANISÉ PAR
INTERNATIONAL ACCOUNT-
ABILITY PROJECT

EXAMEN DES RÉOLUTIONS
DU GROUPE DES NÉGOCIA-
TEURS AFRICAINS (AGN) DE LA
BAD SUR LA MODÉLISATION
DES ÉNERGIES RENOUVE-
LABLES ET DES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES DURABLES

ORGANISÉ PAR L'ALLIANCE
PANAFRICAINNE POUR LA
JUSTICE CLIMATIQUE/CO-
LITATION AFRICAINE POUR
L'ÉNERGIE DURABLE ET
L'ACCÈS À L'ÉNERGIE

LE RÔLE DES OSC DANS L'ATTÉ-
NUATION DES IMPACTS DE LA
PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LE
PETIT COMMERCE TRANSFRONTA-
LIER DANS LA RÉGION DE
L'AFRIQUE DE L'EST

ORGANISÉ PAR
FORUM DES ORGANISATIONS DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE DE
L'AFRIQUE DE L'EST (EACSOFF)

PANÉLISTES

Wawira Nyaga, Coordonnateur national,
EACSOFF Kenya,
Masheti Masinjila, Directeur exécutif
CCGD (institution hôte de EACSOFF)



@AfDB_Group

#AfDB_CSOforum2020

Priorités et engagement de la société civile pour l'après COVID

Les séances organisées par les organisations de la société civile sont des réunions parallèles qu'elles ont organisées et dirigées. Ces séances constituent un lieu de rencontre qui favorise l'échange d'idées novatrices issues des communautés locales et le renforcement des partenariats avec les OSC grâce à une appropriation plus vigoureuse des séances. Des feuilles de route sont élaborées de concert pour chaque session, sur la base de l'engagement des OSC participantes à contribuer à leur mise en œuvre.

Ces séances offrent également l'opportunité de promouvoir les idées et activités locales auprès de la Banque. C'est une occasion spéciale qui a vu les OSC définir en toute liberté le thème, le format et le déroulement des réunions. Le processus de sélection était participatif et transparent. Une attention particulière a été accordée aux propositions s'inscrivant dans le cadre du thème du Forum, tout en tenant compte de la parité hommes-femmes, mais également de la représentativité et de la diversité sur le plan géographique.

Les séances suivantes ont été organisées à l'occasion de l'édition 2020 :

1. Les systèmes de santé en Afrique après la pandémie de COVID-19

Organisée par WATHI THINK TANK

Rapport :

<https://bit.ly/3a6wQt7>.

Enregistrement de la réunion :

https://afdb.zoom.us/rec/share/6bMHNCz9SI3ml6qug6Km3JB6oeKRaxPvyjMY4Hy-rujpkqnKwm_9-9PoWiHOFVkbG.O_dvAinifnUALwM-

Code d'accès : T?1y4bHL

Cette séance a consisté principalement à présenter les 5 recommandations formulées par WATHI en vue d'améliorer le fonctionnement du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest. Les recommandations sont le fruit d'un débat citoyen de 3 mois organisé par WATHI avec les contributions de citoyens ordinaires intervenant dans le secteur de la santé ou intéressés par la question et d'experts de haut niveau de l'ensemble de la sous-région.

Par ailleurs, WATHI a partagé les actions prévues pour mener une forte campagne d'information autour d'une série de recommandations existantes et d'autres recommandations émises dans le travail en cours de WATHI sur les incidences de la pandémie de COVID-19 en Afrique de l'Ouest et les réponses à y apporter.

Outre ces deux aspects susmentionnés, la session a joué le rôle de séance de remue-méninges visant à définir ensemble avec les autres OSC les voies et moyens les plus efficaces pour mener des activités de plaidoyer conjointes fortes et significatives afin de donner des chances à ces 5 recommandations clés d'être prises en compte au plus haut niveau lors de l'élaboration des politiques et par

conséquent d'être mises en œuvre.

2. Examen des résolutions de l'AGN de la Banque africaine de développement sur les énergies renouvelables et les systèmes alimentaires durables

Organisée par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique en Afrique (PACJA/ACSEA)

Enregistrement de la réunion :

<https://afdb.zoom.us/rec/share/4O5wQCwm4ZO1TGetJWeGFPz40WUZVoP-DRFsHFJSZ2VjlGprietfaUOWcgPRDOsIB.UD8EgxNs3uhIBc9L>

Code d'accès : +xd==qs5

Selon l'Alliance panafricaine pour la justice climatique/Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie (PACJA/ACSEA), la pandémie de COVID-19 a provoqué une accélération de l'inflation sur le continent, qui, dans certains cas, dépassait 5 % au premier trimestre de 2020 (*Perspectives économiques en Afrique 2020 – Supplément*). Cette accélération découle principalement des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement en ressources alimentaires et énergétiques, qui sont pour la plupart importées. Mais pour un certain nombre de pays, la chute brutale de la demande agrégée en raison du confinement et des autres mesures restrictives a facilité les pressions inflationnistes, surtout pour les économies à faible intensité en ressources. De façon générale, en dépit de la probable augmentation de l'inflation globale, qui concerne les prix des produits alimentaires et de l'énergie de base, l'inflation sous-jacente pourrait se stabiliser jusqu'au retour de la demande une fois la pandémie sous contrôle.

Dans cette optique, la Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie (ACSEA), les représentants des organisations de la société civile africaine et les alliés de Big Shift Global Campaign dans les domaines de l'énergie et du changement climatique en Afrique ont recommandé à la Banque africaine de développement d'accorder la priorité à l'accès aux énergies renouvelables et aux systèmes alimentaires résilients dans sa Stratégie de relance post-COVID. Plus particulièrement, les OSC ont soumis leurs recommandations à la Banque avant la tenue de ses Assemblées annuelles 2020 pour veiller à ce que :

- l'accès durable aux énergies renouvelables reçoive une attention prioritaire dans la Stratégie de redressement post COVID-19 de la Banque ;
- les plans de redressement soient alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et indiquent un engagement ferme en faveur des énergies renouvelables ; et
- la stratégie et les plans de redressement renforcent la résilience des systèmes alimentaires en Afrique.

Au cours de cette séance, les participants ont réfléchi sur la façon dont les résolutions importantes de l'AGN de la Banque africaine de développement sont éloquentes pour les recommandations des OSC et la façon de les rendre opérationnelles.

Les intervenants ont présenté de brefs exposés sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes énergétiques et alimentaires en Afrique et sur les recommandations des OSC à la Banque, avant de faire place aux délibérations axées sur l'identification des progrès et des lacunes des résolutions de la Banque et l'élaboration des stratégies propres à promouvoir un accès plus libre à l'énergie et des systèmes alimentaires résilients en Afrique.

3. Suivi de l'utilisation des fonds pour la lutte contre la COVID-19 et accès à l'information des communautés affectées

Organisée par International Accountability Project (IAP)

Enregistrement de la réunion :

https://afdb.zoom.us/rec/share/GIIGEO2CtPk_Ibix2APESuTdlInqufdk4_M_DWVNkI-DoSf0ZWtuj8ZbaKI5GI4_Yd.oEPZjGeUTefs0kIC

Code d'accès : [j@.2G#CK](#)

International Accountability Project est une organisation de plaidoyer pour les droits humains et environnementaux œuvrant à l'appui des programmes de développement pilotés par les communautés. Elle intervient auprès des communautés affectées par les projets de développement pour s'assurer que les priorités des communautés prennent la direction du processus de développement. La séance a été organisée autour des thèmes suivants :

- partager le Système d'alerte précoce de suivi de l'utilisation des fonds pour la lutte contre la COVID-19 (EWS COVID-19 Tracker) ;
- discuter des voies et moyens permettant aux OSC et aux communautés de suivre le financement de la lutte contre la COVID-19 consenti par les institutions de financement du développement (IFD) ; et
- réfléchir à la façon dont les IFD peuvent intégrer les priorités des communautés dans leur programme de financement de la lutte contre la COVID-19.

Le Système d'alerte précoce de suivi de l'utilisation des fonds pour la lutte contre la COVID-19 [EWS COVID-19 Tracker](#) est une carte interactive qui répertorie les investissements au niveau des projets, déployés par 15 banques de développement dont le suivi est assuré par le Système d'alerte précoce [Early Warning System](#).

(garder les liens hypertextes activés dans la mise en forme)

Les deux liens hypertextes fournissent de plus amples détails ainsi que le lien vers l'enregistrement de la réunion.

4. Le rôle des OSC dans l'atténuation des impacts de la pandémie de COVID-19 sur le commerce transfrontalier à petite échelle dans la région de l'Afrique de l'Est

Organisée par le Forum des organisations de la société civile de l’Afrique de l’Est (EAC-SOF)

Enregistrement de la réunion :

https://afdb.zoom.us/rec/share/y4JFdhp83jWLJe5fipC8TgnRBayde7NHmIVt-gHrg2fmbwYS11FsxRSECjDBARmd.uEp0WHUJOeCW_hFF

Code d’accès : kjq9A=gE

Depuis le signalement du premier cas de COVID-19 au Kenya, les impacts socioéconomiques et sanitaires extrêmes de la pandémie ont été ressentis par toutes les couches de la population. La perturbation du commerce transfrontalier qui était la principale source de revenu pour la grande majorité des communautés frontalières demandait une évaluation et une analyse critiques de la situation et l’identification des options possibles permettant de protéger les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes filles qui dépendaient auparavant du commerce transfrontalier. EACSOF Kenya et son institution hôte, Collaborative Centre for Gender and Development (CCGD), en partenariat avec le ministère de la Communauté d’Afrique de l’Est et du Développement régional (MEAC&RD), ont conduit une mission de collecte de données/de cadrage dans les comtés frontaliers entre le Kenya et l’Ouganda puis le Kenya et la Tanzanie. Depuis, ils travaillent à l’élaboration et la mise en œuvre des stratégies de reprise économique. La séance proposée vient en complément des stratégies et initiatives de relance.

La séance a examiné le rôle des OSC dans l’atténuation des effets de la crise de COVID-19 sur le transfrontalier à petite échelle dans la région de l’Afrique de l’Est aux fins suivantes :

- mettre en relief les meilleures pratiques élaborées pour réduire les effets et atténuer l’impact de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance, en ce qui concerne notamment les communautés marginalisées des comtés frontaliers ;
- étayer le dialogue sur les stratégies novatrices de reprise économique définies par les OSC pour réduire les barrières aux échanges transfrontaliers durant la crise de la COVID-19 ;
- harmoniser les activités de plaidoyer de la société civile pour permettre aux petits commerçants de prendre une part active aux initiatives nationales et régionales ; et
- renforcer les capacités institutionnelles et techniques des OSC afin d’engager efficacement la Banque dans l’élaboration et la mise en œuvre des stratégies de reprise économique.

Les 4 séances parallèles ont permis des échanges fructueux entre les différentes OSC et ont été l’occasion de partager les meilleures pratiques et d’échanger les vues sur des sujets qui affectent l’ensemble du continent dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Les participants ont joué un rôle actif dans les discussions et ont salué les efforts consentis par les pairs à travers le continent. Les séances organisées par les OSC ont permis à la société civile de mieux connaître les vues de la société civile africaine sur les problèmes, défis et solutions se rapportant à la Stratégie des High-5 de la Banque.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

**RENCONTRE
AVEC NOS
INTERVENANTS**

26-27 NOVEMBRE 2020
SÉANCES ORGANISÉES PAR LES OSC

**2020 FORUM DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

THÈME Engager la société civile dans
la reconstruction en mieux
de l'Afrique post COVID-19



Mme Vanessa Moungar
Directrice du Département genre,
femmes et société civile
Banque africaine de développement



Mme Zéneb Touré
Chef de division, société civile
et innovation sociale
Banque africaine de développement



M. Emmanuel Gyimah-Boadi
Président du Conseil d'administration,
AFROBAROMETER
Représentant d'OSC



Mme Maria Mulindi
Directrice des programmes spéciaux
Banque africaine de développement



M. Luther Yaméogo
Chargé principal du plaidoyer
Banque africaine de développement



Mme Olivia Ndong Obiang
MODÉRATEUR
Chargée principale de partenariats
Banque africaine de développement



@AfDB_Group

#AfDB_CSOforum2020

Pendant deux jours d'échanges riches et fructueux, les organisations de la société civile à travers le continent, les représentants des pouvoirs publics, les chefs d'institutions, la haute Direction et le personnel de la Banque ont eu l'occasion de poursuivre et d'engager un dialogue constructif sur la façon de reconstruire une Afrique meilleure après la pandémie de COVID-19. Le Forum de la société civile 2020 a offert de nombreuses occasions pour présenter le travail des organisations de la société civile et de partager les efforts que la Banque déploie en vue d'une reprise inclusive et résiliente. La compréhension commune et le commun accord qu'il a assurés sont solides : la réponse doit être inclusive et associer tous les acteurs. L'approche doit être holistique, participative et globale.

La cérémonie de clôture a marqué un temps fort du Forum avec 3 grands engagements et interventions pendant les deux jours du Forum : Luther Yameogo qui a présenté les principaux résultats, Zéneb Touré qui a présenté les prochaines étapes à mettre en place pour les prochains mois avec toutes les parties intéressées, et le Professeur Gyimah-Boadi qui a prononcé le mot de clôture du Forum.

Certaines des informations essentielles à retenir sont récapitulées ci-dessous :

- Les OSC jouent un rôle crucial dans la protection des communautés pauvres et vulnérables, en particulier les populations rurales et urbaines démunies en temps de crise, le renforcement de la résilience des communautés, le soutien à l'économie locale et la contribution à sa croissance, le renforcement de la cohésion sociale et l'assurance d'une reprise rapide de l'activité économique. Une réponse efficace et complète à la pandémie doit être centrée sur les populations, et les diverses institutions qui participent à la lutte doivent saisir cette opportunité pour explorer de nouvelles formes d'engagement. Il ne peut plus s'agir du maintien du statu quo ni de l'intensification des efforts. Il s'agit plutôt d'une approche innovante en faveur de l'engagement, qui veille à ce que ce qui se fait de mieux atteigne les populations à la base de la pyramide. Les efforts pour combattre le virus n'aboutiront pas à moins d'adopter une approche holistique. **L'investissement dans la société civile et la collaboration avec elle en tant que partenaire clé du développement revêtent une importance cruciale.**
- *Des divers nouveaux partenariats qui vont être établis pendant la période d'après pandémie en vue de repositionner les sociétés de manière qu'elles soient plus résistantes aux futurs chocs, le partenariat entre les États et la société civile demeure l'un des plus indispensables. Les gouvernements et les acteurs de la société civile ont la responsabilité de nouer de nouvelles relations, d'identifier des modèles innovants de collaboration, de gagner la confiance les uns des autres pour bâtir un nouveau partenariat se renforçant mutuellement et se trouvant dans le meilleur intérêt du public.*
- Étant donné que les pandémies sont un phénomène récurrent (l'épidémie de COVID-19 n'en est qu'un exemple, encore que particulièrement dévastateur), et sachant que les pandémies comme d'autres situations d'urgence tendent à affecter de façon disproportionnée les femmes et les filles, il est impérieux que les décideurs à tous les niveaux placent les femmes et les filles au centre de leurs plans de préparation

et d'intervention d'urgence à long terme. En d'autres termes, la problématique du genre devrait devenir une composante à part entière de la planification de scénarios dans les efforts d'intervention et de redressement, contrairement à la tendance actuelle qui consiste à l'aborder comme une option ou une pensée après coup. ***L'intégration des questions de genre au cœur de la riposte offre une plateforme pour renforcer les capacités de résistance aux futurs chocs.*** Quand viendra au bout du compte le moment où l'épidémie de COVID-19 se calmera et où les décideurs et la communauté scientifique seront en mesure d'entreprendre une vérification judiciaire de la riposte du continent, ***une perspective « genre » va revêtir une importance capitale pour l'aptitude des décideurs à tirer les enseignements nécessaires en vue d'améliorer les résultats et sauver des vies face aux futures épidémies.***

- La pandémie a fait ressortir clairement le rôle crucial, parfois salvateur, que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent jouer en situations d'urgence où des populations entières sont confinées. Avec les restrictions sur les déplacements, les regroupements et les contacts physiques, les citoyens ont dû recourir aux plateformes informatiques pour accéder aux informations vitales sur la santé publique, communier avec la famille et les amis, passer des commandes de nourriture et autres fournitures essentielles, et organiser des réunions de travail. Dans le même temps, ces avantages n'ont pas été répartis équitablement au sein de la population dans bon nombre de pays, du fait de l'existence de barrières structurelles, notamment le coût élevé de la connectivité à internet et la faiblesse de la couverture internet sur l'ensemble du territoire national. **L'expérience de l'épidémie de COVID-19 devrait rappeler aux gouvernements à travers le continent qu'ils doivent investir massivement dans l'infrastructure des TIC, l'éducation, les services et le renforcement des capacités des OSC pour leur permettre d'assurer le suivi et la responsabilité fondée sur les TIC.**
- La pandémie de COVID-19 a déclenché une crise de financement au détriment des OSC/ONG, au moment où les ressources sont le plus nécessaires. Et pourtant, le secteur de l'aide humanitaire internationale et de l'aide au développement lui-même est de plus en plus confronté à une grave menace que fait peser sur lui cette pandémie, en raison des contraintes de financement, au moment même où le travail des OSC revêt une importance vitale. Laisser de côté les OSC à présent aurait des conséquences catastrophiques sur leur aptitude à faire face à la crise du moment et à long terme. Cependant, cette situation offre aussi l'occasion de concevoir et de mettre en œuvre des solutions de financement nouvelles. **Au moment où l'on passe de la réponse d'urgence à la construction d'un avenir plus inclusif, un nouveau modèle opérationnel d'engagement avec la société civile est plus que jamais nécessaire.**

L'un des principaux résultats de ce forum est la feuille de route de l'engagement de la Banque avec la société civile énoncée par le Président Adesina dans sa déclaration liminaire. C'est un message fort qui continue de susciter l'intérêt :

« Il nous faut mettre en œuvre des programmes centrés sur les populations. Je crois en avoir entendu suffisamment sur la société civile. Je veux voir des actions concrètes aux résultats mesurables dans

l'engagement de la Banque avec la société civile ».

Les six engagements se résument ainsi :

1. Concevoir une intervention spécifique qui renforce les capacités institutionnelles des organisations de la société civile.
2. Soutenir les activités de plaidoyer des organisations de la société civile en vue de promouvoir le développement de l'Afrique et les High 5.
3. Renforcer l'engagement de la Banque avec la société civile au niveau communautaire concernant les projets afin de s'assurer que les impacts bénéficient d'un suivi étroit et sont réalisés.
4. Soutenir plus particulièrement les organisations de la société civile qui collaborent avec les groupements féminins.
5. Intensifier le travail de la Banque avec la société civile concernant la conformité aux normes environnementales et sociales de tous les projets de la Banque
6. Renforcer l'engagement de la Banque avec la société civile concernant les efforts de lutte contre la corruption au niveau des projets.

L'élaboration du présent rapport a donné de l'impulsion à la conception d'un plan d'action de mise en œuvre des directives présidentielles.

Le Forum est devenu un accélérateur de partenariats, un événement de réseautage pour la communauté des OSC. Le Forum annuel de la société civile porte dorénavant la marque du premier événement de la société civile sur le continent.

FEUILLE DE ROUTE – PLAN D’ACTION 2020-2021

PROMESSES FAITES AU TITRE DE L’ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE DE 2021

Dans son discours d'ouverture durant le Forum virtuel de la société civile 2020, le Président a déclaré que la Banque « doit s’engager de façon audacieuse avec la société civile » et travailler de manière concrète avec les organisations de la société civile.

Le Président a précisé que l’approche de la Banque dans son engagement avec la société civile devrait passer d’une société civile axée sur les processus à une société civile axée sur les résultats dans le cadre de programmes effectivement réalisables.

Le Président appelle de ses vœux des actions précises aux résultats mesurables dans l'engagement de la Banque avec la société civile, et compte voir au prochain Forum « des organisations de la société civile échangeant sur la plateforme sur le mode de collaboration avec la Banque qu’elles ont adopté pour réaliser des résultats concrets ».

Le Président a mis l’accent sur six grands engagements, qui sont résumés ci-après :

1. La Banque doit avoir une intervention spécifique qui renforce les capacités institutionnelles des organisations de la société civile ;
2. La Banque doit soutenir les activités de plaidoyer des organisations de la société civile en vue de promouvoir le développement de l’Afrique et les High 5 dans les pays afin de contribuer à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et de l’Agenda 2063 ;
3. La Banque doit renforcer davantage son engagement avec la société civile au niveau communautaire concernant les projets afin de s’assurer que les impacts attendus bénéficient d’un suivi étroit et sont réalisés ;
4. La Banque doit soutenir plus particulièrement les organisations de la société civile qui collaborent avec les groupements féminins, au moment où nous œuvrons à accélérer l’accès au financement pour les femmes ;
5. La Banque doit intensifier son travail avec la société civile concernant la conformité aux normes environnementales et sociales de tous les projets de la Banque ;
6. La Banque doit renforcer son engagement avec la société civile en ce qui concerne les efforts de lutte contre la corruption dans le cadre des projets.

Le projet de plan d’action ci-après rappelle les six engagements du Président. Il présente les activités en cours parallèlement à de nouvelles activités et considère les opérations sur le terrain comme des activités à rendement rapide. Le calendrier et les ressources sont des estimations, et sont donc provisoires.

L'évaluation indépendante de l'engagement de la Banque avec la société civile qui attend d'être soumise au Conseil a aussi mis l'accent sur la nécessité de prendre en compte sa contribution à la croissance inclusive et durable et à l'amélioration de la qualité de vie pour les populations africaines à travers la mise en œuvre d'une proposition de théorie du changement qui est également partagée ci-après.

Piliers à long terme de l'engagement de la société civile (échelle mondiale) :

- Durabilité et inclusivité accrues des résultats de la Banque
- Amélioration de la qualité et de l'efficacité du conseil et de l'appui de la Banque aux PMR
- Gouvernance participative et responsabilisation au niveau des PMR et transparence des engagements de la Banque avec la société civile

ENGAGEMENT 1 : La Banque doit avoir une intervention spécifique qui renforce les capacités institutionnelles des organisations de la société civile. Plus les organisations de la société civile sont fortes, mieux elles pourront fonctionner comme des voix indépendantes pour faire connaître notre travail et nos opérations.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
<p>La société civile dispose des compétences appropriées et est mieux outillée pour assurer la réalisation du programme de développement de la Banque</p>	<p>Programme de renforcement des capacités en matière d'engagement avec la société civile</p>	<p>Étude d'évaluation des besoins sur l'ESC à l'intention des OSC et du personnel de la Banque (D'ici au 4^e trimestre 2020)</p> <p>Conception du Programme de renforcement des capacités en matière d'ESC visant à développer les capacités internes de la Banque dans le domaine de l'engagement de la société civile en vue d'un engagement de la société civile plus efficace dans la mise en œuvre des projets et programmes de la Banque, mais également pour le renforcement des capacités des OSC à soutenir la</p>	<p>Renforcement des capacités de coordination et de gestion de l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) pour lui permettre d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie « Nourrir l'Afrique ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des modules sur la stratégie « Nourrir l'Afrique face à la pandémie de COVID-19 » • Renforcer les capacités de coordination et de gestion de 5 organisations paysannes <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • AHGC • AHAI • AFFM • ECAD • FIRM <p>EXTERNES</p> <p>PAFO</p>

		<p>mise en œuvre des High 5 (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p> <p>Mise à niveau de la base de données sur les OSC. La base de données est améliorée en une Plateforme électronique numérique pour faciliter le dialogue interactif, la mise à jour systémique et l'échange d'expériences (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p> <p>Document cadre sur « l'engagement avec la société civile pour améliorer la qualité de vie des populations africaines » partagé avec AHVP (Achevé)</p>	<p>Renforcement des capacités des OSC dans le domaine de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse de la situation prévalant dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement dans 2 communautés pilotes des PMR Élaborer des produits du savoir, des outils d'évaluation et des activités de plaidoyer pour les politiques sur l'ATPC Promouvoir la Communication pour le développement sur l'ATPC dans 2 communautés pilotes des PMR (D'ici au 4^e trimestre 2021) 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> AHWS <p>EXTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> Comité Banque-OSC
			<p>Appel à propositions pour la sélection des OSC dans le cadre du Programme d'autonomisation des OSC avec la Banque islamique de développement (BIsD). Les OSC sélectionnées participeront au programme 2021 de renforcement des capacités sur la fragilité et la résilience (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p>	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> AHGC RDTS ECAD <p>EXTERNES</p> <p>BIsD</p>

ENGAGEMENT 2 : La Banque doit soutenir les activités de plaidoyer des organisations de la société civile en vue de promouvoir le développement de l'Afrique et les High 5 dans les

pays afin de contribuer à accélérer l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et la réalisation de l'Agenda 2063.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
<p>La société civile est mieux engagée dans les activités de plaidoyer au niveau des pays pour promouvoir les High 5 en vue d'accélérer le programme des Nations Unies relatif aux Objectifs de développement durable (ODD)</p>	<p>La voix de la société civile est amplifiée à travers toutes les plateformes de la Banque</p>	<p>Organisation du Forum virtuel annuel de la société civile initié par la Banque (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p> <p>Création de la Communauté des blogueurs/influenceurs digitaux pour soutenir les High 5 (en cours, l'achèvement étant prévu pour le 1^{er} trimestre 2021)</p> <p>Gestion du Comité Banque-Société civile pour renforcer la collaboration entre la société civile et la Banque (En cours, jusqu'au 4^e trimestre 2022)</p> <p>Le Bulletin d'information périodique Newsletter sur l'engagement de la Banque avec la société civile et les Histoires de changements significatifs (périodique) recueillies auprès des OSC</p>	<p>Campagne de mobilisation sociale organisée avec le réseau GIMAC pour assurer le suivi de la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (Solemn Declaration on Gender Equality in Africa, SDGEA) en conformité avec la Stratégie du Groupe de la Banque en matière de genre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Activités de sensibilisation ; • Co-organisation de la réunion du réseau GIMAC 2021 en marge du Sommet de l'UA <p>Campagne de mobilisation sociale pour adopter la feuille de route de la société civile en vue de préparer la COP26 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Série de consultations en ligne pour identifier les priorités (biodiversité, croissance verte, énergies fossiles, etc.) • Élaboration d'un document cadre et identification des investissements liés au climat devant permettre de faire face à la vulnérabilité et la fragilité 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • PCER • AHGC • PECG • ECVP • AHGC <p>EXTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité Banque-Société civile <p>Communauté des blogueurs</p>

			<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la participation des OSC à la COP26 • Campagne de plaidoyer lors du Sommet de la Cop26 <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	
			<p>Plateforme d'interface pour le dialogue politique sur l'ESC dans 2 PMR pilotes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion des études économiques et sectorielles (EES)/du rapport sur l'ESC et la croissance inclusive • Création de comités comprenant les États, les OSC, le secteur privé et la Banque dans 3 PMR • Organisation du développement des capacités des gouvernements et du secteur privé sur la valeur ajoutée de l'ESC dans les politiques et les opérations <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • ECCE • ECVP • AHGC • CM • Groupe de travail <p>EXTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité Banque-Société civile
			<p>Engager les artistes africains dans le soutien au High 5 de la Banque</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enregistrement de capsules vidéo individuelles de séries thématiques véhiculant des messages clés forts pour la 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • PCER • AHGC • AHGC

			<p>communication dans les High 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Production et diffusion de la chanson produite en collaboration intitulée « We are Africa! » • Engager les artistes et les athlètes comme Champions à communiquer et plaider pour l'engagement communautaire dans les High 5 de la Banque <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	<p>EXTERNES</p> <p>Artistes & athlètes, Youssou N'Dour, Communauté des blogueurs</p>
--	--	--	--	--

ENGAGEMENT 3 : La Banque doit renforcer davantage son engagement avec la société civile au niveau communautaire concernant les projets afin de s'assurer que les impacts attendus bénéficient d'un suivi étroit et sont réalisés.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
La société civile est engagée dans les projets de la Banque aux niveaux national et communautaire.	Intégration de l'ESC dans les opérations et projets de la Banque.	<p>Soutien à la participation des OSC au dialogue pays et aux processus de DSP ainsi qu'aux cycles de projet (D'ici au 4^e trimestre 2021)</p> <p>Intégration de l'ESC dans les DSP/DSIR (D'ici au 4^e trimestre 2021)</p> <p>Intégration de l'ESC dans le cycle de projet (D'ici au 4^e trimestre 2021)</p> <p>Organisation des Journées portes ouvertes des OSC dans les pays hôtes régionaux (D'ici au 4^e trimestre 2021)</p> <p>Cartographie du mécanisme de financement de l'ESC au sein de la Banque (D'ici au 1^{er} trimestre 2021)</p> <p>Études économiques sectorielles (EES) sur la contribution des OSC à la croissance inclusive pour étayer le dialogue sur les politiques : argumentaire pour engager la société civile dans la programmation du développement et la croissance inclusive (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p>	<p>Appui à l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) au moyen des Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique (TAAT) : renforcer la résilience des systèmes alimentaires africains par rapport à une meilleure intégration régionale des marchés agricoles grâce aux technologies de pointe</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances de formation à l'intention des organisations paysannes sur l'accès et l'utilisation de technologies adaptées (basées sur le cadre du TAAT) Fournir des solutions financières spécifiques aux coopératives affaiblies, aux PME dirigées par des agriculteurs (en particulier les femmes et les jeunes), aux succursales d'organisations paysannes, pour sauver les commerces les plus vulnérables en milieu rural face à la pandémie de COVID-19 dans 1 PMR pilote par région Promouvoir l'engagement avec la PAFO concernant le plaidoyer en faveur de la numérisation des marchés agricoles 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> AHAI PCER AHHD2 AHGC <p>EXTERNES</p> <p>PAFO</p>

		<p>Prise en compte des meilleures pratiques de l'ESC dans les communautés rurales et à la base de la pyramide</p> <p>(D'ici au 2^e trimestre 2021)</p>	<p>dans le plan de mise en œuvre de l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).</p> <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	
		<p>Intégration de l'ESC dans le cadre de mesure des résultats de la Banque (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p>		
		<p>Formation du personnel de la Banque à l'utilisation de la trousse à outils pour l'intégration de l'ESC dès sa finition (D'ici au 2^e trimestre 2021)</p>	<p>Projet conjoint avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'autonomisation économique des femmes vulnérables de la région du Sahel.</p>	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • RDTS • AHGC
		<p>Formation de l'Économiste pays aux Directives relatives à l'ESC dans les DSP, une fois validées (D'ici au 2^e trimestre 2021).</p>	<p>Le projet vise à améliorer l'accès des femmes aux ressources économiques et à renforcer la résilience économique des ménages dans 3 pays pilotes (Niger, Mali et Tchad) comme point d'entrée pour l'autonomisation économique au moyen d'activités génératrices de revenus, allant de l'agriculture et de l'élevage au commerce et l'artisanat, au renforcement des capacités et au dialogue sur les politiques. Le projet est financé par la Facilité d'appui à la transition (FAT) et mis en œuvre par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en tant que partenaire de la société civile, en 3 volets, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcement des capacités et redynamisation des activités socioéconomiques • création d'activités génératrices de revenus pour les ménages, en particulier 	<p>EXTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • CICR

			<p>ceux dirigés par une femme</p> <ul style="list-style-type: none"> promotion du dialogue sur les politiques et création d'un environnement propice au comblement du fossé entre les hommes et les femmes dans l'accès aux ressources économiques. <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	
--	--	--	---	--

ENGAGEMENT 4 : La Banque doit soutenir plus particulièrement les organisations de la société civile qui collaborent avec les groupements féminins, au moment où elle œuvre à accélérer l'accès au financement pour les femmes.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
Les femmes disposent des compétences appropriées et sont mieux outillées pour accéder au financement	Les OSC œuvrant à l'autonomisation économique des femmes sont des partenaires stratégiques pour la mise en œuvre du programme Action positive pour le financement des femmes en Afrique (AFAWA) et autres initiatives/interventions phares concernant l'accès au financement	Partenariat avec le programme AFAWA pour l'intégration des Associations de femmes d'affaires aux activités de renforcement des capacités (En cours)	<p>Renforcement des capacités des Associations de femmes d'affaires (WBA) pour promouvoir l'accès des PME au financement par le biais de AFAWA et GETF</p> <ul style="list-style-type: none"> Appui aux WBA pour leur permettre de développer les compétences et de renforcer les capacités de création de richesse de leurs membres, afin d'introduire un changement novateur et efficace dans la culture d'entreprise des femmes La cartographie des associations de femmes d'affaires sur le continent est en cours d'élaboration et permettra d'identifier celles disposant des capacités immédiates nécessaires pour soutenir les institutions financières participantes (PFI) bénéficiant des garanties du programme AFAWA, mais également pour 	<p>INTERNES</p> <p>AFAWA</p> <p>PIFD</p> <p>FIRM</p> <p>EXTERNES</p> <p>Women Business Associations (WBA)</p>

			<p>mieux appréhender leurs besoins spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • création d'une plateforme pour les alliances stratégiques et l'accès aux marchés, mais également pour plaider en faveur des réformes de politiques et influencer sur elles • amener le GETF à financer le renforcement des capacités institutionnelles de ces organisations en vue de faciliter aux femmes entrepreneurs l'accès au financement ; mettre à profit les opportunités d'affaires qui s'offrent aux femmes ; partager les expériences d'apprentissage et l'encadrement • soutenir les activités de plaidoyer des associations de femmes pour faciliter la création d'un environnement propice à l'inclusion financière <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	
--	--	--	--	--

ENGAGEMENT 5 : La Banque doit intensifier son travail avec la société civile concernant la conformité aux normes environnementales et sociales de tous les projets de la Banque. En sa qualité de banque, elle s'est engagée à financer les projets rendant compte aux plans social et environnemental.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
Conformité avec les mesures de sauvegarde environnementale et sociale est renforcée à travers l'engagement avec la société	Les opérations de la Banque respectent les normes de protection sociale et environnementale	<p>Renforcement des capacités des OSC en matière de sauvegarde environnementale et sociale : campagnes de sensibilisation et expériences de projets responsables aux plans social et environnemental</p> <p>(D'ici au 3^e trimestre 2021)</p>	<p>Participation communautaire aux mécanismes de règlement des griefs et litiges au niveau des projets organisés par les OSC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concevoir et adapter des modules de formation sur le système de sauvegardes intégré (SSI) • Piloter la formation des OSC sur le SSI • Les OSC prennent une part active à la planification et la mise en œuvre des projets et veillent à ce que les voix des personnes affectées portent et que leurs préoccupations soient prises en compte. (D'ici au 3^e trimestre 2021) 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> • SNSC <p>EXTERNES</p> <p>À déterminer</p>

ENGAGEMENT 6 : La Banque doit renforcer son engagement avec la société civile en ce qui concerne les efforts de lutte contre la corruption dans le cadre des projets. La Banque est une organisation transparente ; elle a été classée l'année dernière quatrième organisation la plus transparente au monde. Elle est heureuse de voir la société civile collaborer avec son département indépendant de lutte contre la corruption.

RÉSULTATS	PRODUITS	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN PROPOSÉES	PARTENAIRES
La société civile participe à la promotion de la transparence, de la lutte contre la corruption et de la responsabilisation dans les projets de la Banque.	La Banque entretient des relations de partenariat avec la société civile pour une responsabilisation accrue concernant les opérations de la Banque dans les PMR.	<p>Enquête en cours sur la gestion responsable et transparente de la dette auprès d'un échantillon d'OSC</p> <p>Les webinaires ont organisé une réunion virtuelle sur le thème « Promouvoir la responsabilité et soutenir une reprise transparente dans le contexte de la Covid-19 », avec une session sur « Les innovations et l'engagement des citoyens à renforcer la responsabilité de la riposte à la COVID-19 »</p> <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	<p>Études économiques et sectorielles (EES) sur la contribution de la société civile à l'étude relative à la soutenabilité de la dette dans l'Afrique post COVID-19 (En cours)</p> <ul style="list-style-type: none"> Étude de référence et revue documentaire Diffusion des conclusions <p>(D'ici au 4^e trimestre 2021)</p>	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> SNSP ECGF ECAD <p>EXTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> Instituts de recherche AFRODAD
			<p>Engager les OSC sur la responsabilité concernant le Fonds de réponse à la Covid-19 de l'Union africaine (CRF) dans 2 pays pilotes</p> <ul style="list-style-type: none"> Formation sur la gouvernance sous l'angle de la demande : Modules sur la transparence, la responsabilisation, analyses d'intégrité et conformité avec les projets de la Banque Suivi des projets CRF par les OSC dans 2 PMR Effet de levier sur le cas du projet CRF au Zimbabwe : documentation, enseignements et reproductibilité 	<p>INTERNES</p> <ul style="list-style-type: none"> PIAC ECGF DAI AHGC ECAD <p>EXTERNES</p>

			<ul style="list-style-type: none"> • Les OSC participent et contribuent aux analyses d'intégrité 2021 et à la conformité aux projets du secteur de la gouvernance institutionnelle de la Banque (D'ici au 4^e trimestre 2021) 	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire de la responsabilité • Comité Banque-OSC
--	--	--	--	---

ANNEXES

- **NOTE CONCEPTUELLE ET PROGRAMME**



NOTE CONCEPTUELLE

FORUM VIRTUEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2020

« **Engager la société civile dans la reconstruction en mieux de l’Afrique post COVID-19** »

26-27 novembre 2020

1. CONTEXTE

Au cours des dernières décennies, la société civile a joué un rôle crucial dans la transformation socioéconomique de l’Afrique. Les organisations de la société civile (OSC) sont devenues un écosystème dynamique, novateur et influent, doté d’un grand pouvoir au-delà de leur rôle et secteur habituels. À l’image des mutations qui ont marqué le monde en termes de technologie, mondialisation et géopolitique, les rôles et responsabilités de la société civile en Afrique se sont étendus.

En effet, les OSC s’impliquent davantage dans l’établissement de partenariats stratégiques avec les États, les hommes d’affaires et les bailleurs de fonds, et intègrent dans une large mesure les processus de consultation officiels aux niveaux régional et continental. Dans le monde d’aujourd’hui où nous sommes confrontés à de multiples défis à relever avec les questions pressantes de développement sur le plan mondial, les OSC accomplissent des avancées appréciables pour améliorer des moyens de subsistance vulnérables. Ils sont de plus en plus considérés non seulement comme des militants ou des prestataires de services communautaires mais également comme des acteurs de changement, des influenceurs en matière de politiques publiques, des incubateurs de projets, des experts et des partenaires de mise en œuvre.

En réponse à cet engagement de la société civile, le Groupe de la Banque africaine de développement (la Banque) organise chaque année un Forum de la société civile. Il sert de plateforme pour promouvoir le dialogue entre la Banque et les parties prenantes des OSC. Cette année, le Forum se tiendra en mode virtuel et aura pour thème « Engager la société civile dans la reconstruction en mieux de l’Afrique post COVID-19 », qui est aligné sur le résultat des Assemblées annuelles de la Banque. En conséquence, le forum va explorer des stratégies efficaces par rapport aux coûts et réfléchir aux meilleures pratiques en vue de continuer à renforcer la collaboration entre la Banque et la société civile, et optimiser les contributions conjointes aux efforts d’intervention et de redressement du continent.

2. JUSTIFICATION

La pandémie de COVID-19 a perturbé le mode de vie de millions de personnes, affectant de manière disproportionnée les ménages pauvres ainsi que les petits commerces informels. La pandémie a exposé des inégalités et vulnérabilités qui existaient depuis un bon nombre d’années. Une pandémie d’envergure mondiale nécessite sans aucun doute des réponses proactives, non seulement de la part des gouvernements, mais aussi de chaque partie prenante de la société. Une riposte globale, efficace et complète à cette pandémie nécessite un nouvel état d’esprit, une collaboration multisectorielle vigoureuse, la promotion d’une nouvelle collaboration et le renforcement des forces concurrentielles de chaque acteur pour une société beaucoup plus résiliente.

La lutte contre la pandémie de COVID-19 doit être centrée sur les populations en veillant à ce que « personne ne soit abandonné en chemin ». Rien ne sera plus comme avant. Il faut rechercher des approches novatrices d’engagement pour des partenariats public-privé efficaces afin de répondre aux besoins des populations à la base de la pyramide. Les diverses institutions intervenant pour apporter des réponses à la crise de COVID-19 ont bien compris cet aspect et ont saisi cette opportunité pour explorer de nouveaux modes d’engagement. En demeurant holistiques, les efforts com-

binés pour contenir la pandémie vont donner des résultats meilleurs et plus efficaces. En conséquence, l'investissement dans le développement humain et la collaboration avec les organisations de la société civile en qualité de partenaires au développement sont des facteurs déterminants.

Compte tenu du caractère généralisé de l'intervention d'urgence et de l'incapacité des systèmes nationaux de santé publique dans bon nombre de cas d'atteindre chaque partie de la société, les OSC ont joué le rôle de premiers intervenants en qualité de prestataires de services et de dispensateurs de soins sur le continent. Au début de la pandémie de COVID-19, les OSC étaient mobilisées et organisées pour aider les communautés à faire face à la pandémie.

La situation à proximité des communautés est l'occasion de sensibiliser et d'éduquer. Cela a aussi permis la diffusion à temps d'informations crédibles et la lutte contre la désinformation, l'organisation des communautés en réseaux et la création de synergies en partageant les bonnes pratiques et les enseignements.

Par ailleurs, les OSC initient des actions de plaidoyer pour collaborer avec les décideurs, parfois en faisant campagne pour des rapports de force équitables et en recourant au dialogue avec les autorités et les partenaires financiers pour faire entendre leur voix. Avec les gouvernements, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, les OSC ont démontré la valeur ajoutée des démarches fondées sur la notion de droits, démontrant leur aptitude à recueillir les préoccupations des citoyens ainsi que leur rôle dans le suivi des questions de transparence, de redevabilité et de responsabilité des acteurs. Aujourd'hui, il est évident que les OSC jouent un rôle actif dans la transformation des sociétés et sont reconnues comme étant un acteur clé dans le domaine de la gouvernance.

Combattre la COVID-19 appelle une prise de décision rapide, mais également des solutions efficaces et innovantes pour contenir une crise évolutive. En tant qu'institution de financement du développement jouant un rôle de premier plan, la Banque reconnaît les aptitudes et les capacités des OSC à porter les intérêts des citoyens africains au centre du programme de croissance inclusive, l'un des objectifs de sa Stratégie décennale (SD 2013-2022).¹

La Banque africaine de développement s'est attelée à fournir rapidement des réponses souples pour réduire les graves effets économiques et sociaux de cette pandémie sur ses pays membres régionaux (PMR) et sur le secteur privé de l'Afrique. La Banque a mis en place un mécanisme dédié, la Facilité de réponse rapide à la Covid-19 (CRF), d'un montant de 10 milliards d'USD pour aider ses PMR à contenir les effets de la propagation de la COVID-19 à travers le continent et atténuer ses effets immédiats en maintenant les services publics essentiels dans ces circonstances particulièrement défavorables.

Les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement ont poursuivi cette analyse du contexte imposé par la pandémie de COVID-19. Selon les estimations de la Banque, l'Afrique pourrait perdre 173,1 milliards d'USD de PIB en 2020 et 236,7 milliards d'USD en 2021 du fait de la pandémie. Les restrictions et les mesures strictes de confinement imposées au début de la crise, dont certaines sont assouplies progressivement, ont entraîné la fermeture de commerces, en

¹ La Stratégie décennale stipule que la « Banque s'attachera davantage à renforcer les moyens des acteurs non étatiques pour leur permettre de participer aux mécanismes de responsabilisation et soutenir les initiatives des citoyens qui tiennent les gouvernements et les prestataires de services comptables d'une meilleure prestation, en renforçant les capacités et l'influence des OSC pour leur permettre de jouer un rôle de surveillance dans la mise en œuvre des High 5 ».

particulier des PME, occasionnant des millions de pertes d'emplois. S'adressant à l'assemblée, le Président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a insisté sur le fait que la reprise de l'Afrique sera longue et difficile, en précisant que « *À présent, nous devons aider l'Afrique à se reconstruire avec ardeur et intelligence, en prêtant une plus grande attention à la qualité de la croissance : la santé, le climat et l'environnement* ». Les conclusions des Assemblées annuelles ont également indiqué que s'il est vrai que la Banque met à juste titre l'accent sur l'aide à l'Afrique pour renforcer ces capacités à faire face à la pandémie de COVID-19 et ses effets imminents de grande envergure sur les économies dans le programme immédiat de reconstruction de l'après COVID-19, il n'en reste pas moins que « *elle ne reporte pas à plus tard d'autres tâches essentielles comme l'appui au commerce intra-africain, la transformation agricole, le développement des infrastructures, entre autres* ».

Le rôle de la Banque n'a jamais été aussi important. À l'engagement centré sur les populations, le renforcement de l'engagement avec la société sera déterminant parallèlement à la numérisation dans cette quête de reconstruction en mieux après la pandémie de COVID-19. Plusieurs initiatives visant à consolider l'engagement de la Banque avec la société civile et à soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19 ont été mises en place, notamment :

- Élaboration d'outils et de directives relatives à l'intégration de l'engagement de la société civile dans les documents de stratégie pays (DSP) / document de stratégie d'intégration régionale (DSIR) et les directives concernant l'intégration de l'engagement de la société civile dans les projets, même en pleine pandémie de COVID-19 ;
- Un outil de renforcement des capacités pour l'engagement de la société civile est en train d'être élaboré ; il va développer les capacités du personnel de la Banque et l'engagement des OSC dans le domaine des politiques, programmes et projets de la Banque sur la base des besoins identifiés et des insuffisances causées par la COVID-19 ; et
- une série de webinaires axés sur la sensibilisation, conjointement conçue avec le Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (UA-ECOSOCC) en vue de renforcer la prise de conscience, de sensibiliser et éduquer les citoyens africains et la société civile en général sur la pandémie, les mesures nécessaires à adopter durant la pandémie de COVID-19, mais également les orientations conjointes sur la santé publique du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (CDC) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

S'inspirant des enseignements tirés et de l'expérience accumulée, le Forum virtuel de la société civile 2020 offre l'occasion de présenter le travail des OSC et de partager les efforts de la Banque en vue d'une reprise inclusive et résiliente.

3. OBJECTIFS DU FORUM VIRTUEL

Les principaux objectifs du Forum virtuel de la société civile 2020 sont les suivants :

- Servir de plateforme pour promouvoir le dialogue structuré entre la Banque et les organisations de la société civile sur l'appui à la mise en œuvre du programme post pandémie de la Banque ;
- Présenter et documenter les actions et meilleures pratiques des organisations de la société civile (OSC) en matière de lutte contre la pandémie ;
- Organiser le ralliement autour des domaines d'intérêt communs tels que le plaidoyer conjoint et la mobilisation sociale en appui aux objectifs stratégiques de la Banque, et convenir de mesures concrètes sur la meilleure façon pour la Banque et la société civile de contribuer à une réponse plus performante et plus efficace et au redressement après la pandémie.

4. FORMAT DU FORUM VIRTUEL

Le forum en ligne de 2 jours se déroulera comme suit :

- Cérémonie d'ouverture et entretien avec les officiels et les invités de la Banque ;
- Exposition virtuelle pour présenter les solutions et initiatives lancées par les OSC pendant la crise sanitaire et qui ont aidé les communautés les plus vulnérables à survivre à la pandémie et à atténuer ses effets sur l'économie et la vie sociale ;
- Séances thématiques organisées par les OSC sur les priorités et l'engagement de la société civile pour l'après COVID.

5. PROGRAMME PROVISOIRE

PREMIER JOUR : Jeudi 26 novembre 2020

1. Cérémonie d'ouverture

- Allocution de bienvenue : Vanessa Mounzar, Directrice du Département Genre, femmes et société civile, AHGC, BAD
- Allocution de : Wambui Gichuri, Vice-présidente par intérim, Agriculture, Développement humain et social (AHVP)
- Allocution de la société civile : Présidente du conseil d'administration du Graça Machel Trust (GMT)
- Déclaration officielle : Président du Groupe de la Banque africaine de développement
- Entretien de haut niveau avec :

- M. Akinwumi Adesina, Président du Groupe de la Banque africaine de développement,
- Youssou Ndour, chanteur, écrivain, homme d'affaires, ancien ministre de la Culture du Sénégal, responsable de l'initiative du Réseau mondial de l'Afrique (WAN) contre la COVID-19.

2. Exposition virtuelle – Initiatives des citoyens et de la société civile contre la COVID-19

Pendant le Forum, une exposition virtuelle présentera et documentera les actions et meilleures pratiques des OSC, des entrepreneurs sociaux et des influenceurs digitaux, conçues pour réduire les effets et atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les populations et communautés africaines. La Banque a achevé l'inventaire des initiatives innovantes des OSC contre la COVID-19, et les meilleures seront présentées. De brèves vidéos seront diffusées, et les chefs de groupe interagiront avec les partenaires identifiés pour débattre des défis et des moyens à engager pour les promouvoir et les déployer.

Une galerie de photos en ligne sera créée pour illustrer les expériences des OSC.

DEUXIÈME JOUR : Vendredi 27 novembre 2020

1. Mise à jour sur l'engagement de la Banque avec la société civile

La Division société civile et engagement communautaire de la Banque actualisera les activités en cours d'exécution : intégration de l'engagement de la société civile dans les politiques, programmes et projets de la Banque ; programme de renforcement des capacités sur l'engagement de la société civile ; initiatives de partenariats et de mobilisation sociale ; financement de l'engagement de la société civile ; engagement de la société civile face à la COVID-19 ; plan de communication sur l'engagement de la société civile ; actualisation du Comité BAD-Société civile.

2. Séances organisées par les OSC sur les priorités et l'engagement de la société civile pour l'après COVID

Les OSC auront des séances parallèles qu'elles organiseront et dirigeront. Ces séances constitueront un espace qui favorise l'échange d'idées novatrices issues des communautés locales et le renforcement des partenariats avec les OSC grâce à une appropriation plus vigoureuse des séances. Des feuilles de route sont élaborées de concert pour chaque session, sur la base de l'engagement des OSC participantes à contribuer à leur mise en œuvre.

3. Conclusion du Forum

Les participants conviendront des mesures concrètes à prendre avant la clôture officielle du Forum.

• **COUVERTURE MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX**

- Personnes touchées – 207 530
- Contributeurs – 8 333.

- **PHOTOS**

<https://www.flickr.com/photos/afdbgroup/albums/72157717062880106/with/50652348168/>

<https://www.flickr.com/photos/afdbgroup/albums/72157717054348262/with/50648128683/>

<https://www.flickr.com/photos/afdbgroup/albums/72157717047192041/with/50647913288/>